

Pour l'emploi, les salaires, les retraites et le service public !

Prenant appui sur la crise financière, le gouvernement détourne l'argent public pour sauver les mafias financières, accroître les profits des spéculateurs et continuer à exonérer d'impôts les plus riches.

Devant la situation de faillite sociale et le marasme économique, la CGT refuse que le monde du travail paie les pots cassés à la place des véritables responsables de la crise.

Depuis plusieurs mois, la CGT travaille activement à l'unité syndicale pour créer le rassemblement le plus large et le plus unitaire.

Ces efforts ont permis de déboucher sur un appel commun de l'ensemble des organisations syndicales à une journée nationale d'action, de grève et de manifestation inter-professionnelle ce jeudi 29 Janvier 2008.

Il ne s'agit pas d'un simple appel commun à faire grève et à manifester, cet appel s'appuie sur une plate forme revendicative commune.

Ensemble, les organisations syndicales du Cher se sont appuyés sur cette déclaration pour préciser certaines revendications pousser plus loin les exigences.

Pour l'Union Locale CGT de La Guerche, cette mobilisation doit être l'occasion de continuer à construire les convergences entre le Privé et le Public, conditions indispensables pour gagner sur les revendications car nos cantons sont durement menacés : fermeture programmée de Raffestin avant 2010, chômage partiel à Sime Stromag, avenir compromis pour SMPA à Jouet pour ne citer que quelques exemples.

Restaurons la puissance publique pour imposer d'autres choix axés sur le développement économique, le progrès social et fondés sur une autre répartition des richesses rompant avec la dictature des marchés financiers.

**OPPOSONS UN FRONT COMMUN
AU GOUVERNEMENT ET AU PATRONAT!**

Pour l'emploi :

FIN 2008 : 200 000 Chômeurs en plus, cela suffit!!!

Le bureau International du Travail annonce la perspective de 20 Millions de chômeurs supplémentaires dans le monde.

Les répercussions sont déjà visibles avec 20 000 emplois d'intérimaires en moins sur le sol national et la perspective, pour le mois de Janvier d'une perte sèche de 90 000 emplois industriels.

La perte d'un emploi dans le secteur de l'industrie induit la suppression de 5 emplois dans les autres secteurs, notamment le commerce et les services.

Chaque jour sont annoncées des restructurations, des mises en chômage technique, une aggravation de la précarité pendant que les traders des places

boursières mondiales continuent à toucher des milliards de bonus, que les revenus des patrons augmentent, que les 1000 contribuables les plus fortunés se voient rembourser en moyenne, par l'Etat, 250 000 € au titre du bouclier fiscal. La politique du gouvernement : C'est la nationalisation des pertes et la privatisation des profits!!!

ENSEMBLE, EXIGEONS !

- L'arrêt des suppressions d'emploi et des licenciements
- L'interdiction des licenciements dans les entreprises qui font des bénéfices
- Un plan de sauvegarde et de relance de l'économie basé sur la croissance, l'emploi et les salaires
- Une véritable politique de développement industriel.

Pour les salaires

Alors que les patrons du CAC 40 gagnent 4000 fois le SMIC, les salaires stagnent et le coût de la vie augmente !

En moyenne, les revenus des salariés sont absorbés à 75% par les dépenses contraintes (eau, gaz, électricité, loyer, nourriture...).

Selon l'Insee, entre 2002 et 2006, le nombre de familles rencontrant des difficultés pour payer leur loyer a augmenté de 30%.

500.000 ménages présentent des impayés de loyer de plus de deux mois, soit une augmentation de plus de 96% entre 2002 et 2006 dans le parc privé et de plus de 58% dans le parc public.

Avec la politique de casse des salaires, de démantèlement des garanties collectives et sociales, de chantage à l'emploi exercé par les patrons pour ne pas payer les heures supplémentaires, le nombre de travailleurs pauvres ne cesse d'augmenter.

4 Millions de salariés sont à temps partiel soit 17% de la population active. 2,5 Millions sont en CDD ou en intérim.

13,2% des Français vivent en dessous du seuil de pauvreté et un salarié sur deux perçoit une rémunération de moins de 1000 euros par mois.

Quant aux fonctionnaires, sur 4 ans, la baisse enregistrée de leur pouvoir d'achat représente un douzième des revenus annuels.

ENSEMBLE EXIGEONS :

- Un salaire minimum PRIVE-PUBLIC à hauteur de 1600 € et ce n'est pas du luxe ;
- L'augmentation générale des salaires, des traitements et pensions et minima sociaux ;
- Une véritable sécurité sociale professionnelle permettant la reconnaissance des qualifications, assurant un déroulement de carrière garantissant le droit à un emploi stable et correctement rémunéré et un véritable droit à la formation professionnelle tout au long de son parcours.

Pour les services publics

Avec la Révision Générale des Politiques Publiques, SARKOZY entend tailler en pièce le Service Public en privatisant comme à LA POSTE l'ensemble des missions jugées rentables et en faisant disparaître tout le reste.

En 2009, le mouvement de suppressions d'emploi s'accélère avec plusieurs dizaines de milliers de postes en moins pour l'ensemble du secteur public.

Les fermetures d'hôpitaux, d'écoles, de maternités, de bureaux de poste, d'agences EDF, de lignes ferroviaires et de perceptions se succèdent laissant des territoires entiers à l'abandon.

En sacrifiant 400 Milliards d'Euros dans les caisses de l'Etat pour maintenir sous perfusion un système financier pourrissant et en refusant d'investir dans la santé, l'éducation, l'emploi... ce gouvernement ne cache plus ses intentions de précariser encore plus le monde du travail et de creuser les inégalités sociales. Avec le projet de loi sur la mobilité ouvrant la porte à la généralisation des licenciements de fonctionnaires, le gouvernement s'attaque frontalement au statut de la Fonction Publique, un des principaux obstacles à son projet d'anéantissement des Services Publics.

Ensembles exigeons :

⇒ Le retrait de la Révision Général des Politiques Publiques et du projet de loi sur la mobilité.

⇒ Le maintien et le développement d'un service public de qualité et de proximité.

⇒ L'arrêt des suppressions d'emplois et des fermetures de Services Publics

⇒ L'arrêt de toute forme de privatisation.

Généralisons l'action pour mettre en échec les projets liquidateurs du gouvernement et du patronat tels que la retraite à 70 ans, la baisse drastique des retraites et pensions ou encore le travail du Dimanche.

Généralisons l'action pour les salaires, l'emploi et les services publics.

Généralisons l'action pour les droits syndicaux

Pour aider les salariés à se défendre contre cette situation, le maire de La Guerche ne trouve rien de mieux que d'exiger l'expulsion de la CGT de ses locaux.

C'est sans aucune concertation avec l'Union locale CGT que lui et son équipe municipale ont pris cette décision.

S'en prendre à une organisations syndicale et en particulier la plus représentative du département et du pays tout entier comme l'ont prouvé les dernières élections prud'homales, c'est vouloir enlever aux salariés actifs, retraités ou demandeurs

d'emploi les moyens de se défendre, c'est les affaiblir face au patronat. En faisant cela, le maire de La Guerche vient en aide au grand patronat qui met des milliers de gens au chômage total ou partiel. Pas un mot sur les entreprises qui mettent leur personnel au chômage partiel chez Sime Stromag.

Si nous sommes ici aujourd'hui pour défendre l'emploi, les salaires, la protection sociale et les services publics, nous le sommes aussi ici pour défendre les droits syndicaux et en particulier le droit à l'Union locale CGT de La Guerche de disposer de locaux dans la ville afin de permettre à ses militants de se réunir pour organiser la défense des intérêts communs à tous les salariés afin aussi d'y accueillir les salariés victimes des licenciements arbitraires, des atteintes à leur dignité et les aider à se défendre.

Oui les organisations syndicales et en particulier la CGT sont des organisations d'utilité publique. En ce sens, elles doivent bénéficier des aides publiques. Ceux qui veulent expulser les organisations syndicales des locaux publics comme à La Guerche ou encore à Châteauroux ne trouvent rien à redire contre les sommes publiques colossales qui sont affectées à la construction et à l'entretien des chambres de commerce, exclusivement au service du patronat. Voyez la Chambre de Commerce de Bourges et comparez là aux locaux des unions locales et départementales des syndicats.

Nous faisons ici le serment de continuer la lutte pour que ce ne soit pas les salariés qui paient l'addition de la crise économique dont seul le grand patronat et le gouvernement à son service sont responsables.

Nous faisons ici le serment de continuer la lutte pour nos revendications qui sont les seules solutions pour sortir de cette crise.

Nous faisons ici le serment de continuer la lutte pour garder les locaux de l'UL de La Guerche.

Nous faisons ici le serment de nous préparer à de nouvelles grèves et manifestation dans les plus brefs délais, dans l'unité, sur la base des revendications

Dès maintenant, dans chaque entreprise, sur chaque lieu de travail, engageons le débat pour préparer de nouvelles luttes, renforcer nos organisations syndicales et les constituer là où elles n'existent pas encore.

Le patronat et le gouvernement qui espèrent qu'aujourd'hui est un baroud d'honneur devront déchanter car nous reviendrons autant de fois que nécessaire et aussi nombreux.